

Petite revue de philosophie

À propos de Thomas More Aimeriez-vous vivre dans l'Utopie de Thomas More ?

Jacques G. Ruelland

Volume 1, Number 1, Fall 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1105677ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1105677ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

0709-4469 (print)

2817-3295 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ruelland, J. G. (1979). À propos de Thomas More : aimeriez-vous vivre dans l'Utopie de Thomas More ? *Petite revue de philosophie*, 1(1), 139–144.
<https://doi.org/10.7202/1105677ar>

A propos de Thomas More
Aimeriez-vous vivre dans l'Utopie de Thomas More?

Jacques G. Ruelland

*Professeur au département de philosophie,
Ecole d'Aérotechnique de St-Hubert*

Non, personnellement, je n'aimerais pas vivre dans l'Utopie de Thomas More, parce que la vie des habitants y est réduite à l'observance de lois rigides, très sévères, qui briment la liberté tant individuelle que sociale des habitants.

L'Utopie est un Etat idéal, gouverné par des préceptes démocratiques et socialistes. La vie des citoyens y est régie par des règles qui s'inspirent de *La République* de Platon, mais qui poussent encore plus loin, à certains égards, le rôle que doit y jouer l'Etat. Ce rôle omniprésent de l'Etat n'est pas sans rappeler celui que l'on trouve actuellement dans les pays socialistes.

La description de l'île d'Utopie par une sorte de relevé typographique qui fait penser que la nature elle-même est complice du fait que l'Utopie est ce qu'elle est: la forme de croissant, si elle est accidentelle pour Utopie, devrait être artificiellement imitée si l'on voulait construire une deuxième utopie. Comme dans le **Royaume** de

Thomas d'Aquin, on trouve dans l'*Utopie* de More un souci écologique et géographique déterminant. Le fait que la nature joue en l'Utopie, un rôle favorable est, de la part de l'auteur, l'indication que son projet d'Etat utopique est conforme à la nature, bon de par l'approbation de la nature, et donc béni de Dieu, le maître de la nature, cette dernière demeurant alors un modèle pour toute entreprise humaine.

Le même parallèle peut être fait avec *La République* de Platon, où toute la Cité ne doit être que le reflet, dans ses institutions, du monde des Idées que cherchent à connaître les philosophes-gouverneurs.

La démystification de certaines valeurs culturelles, propre à l'Occident, joue un rôle important dans l'*Utopie*. Par exemple, l'or n'a plus aucune valeur en Utopie, pas plus que l'habit ou la parure. La pauvreté, lorsqu'elle est universellement répandue, n'est plus la pauvreté mais une simple condition d'existence. C'est ce que Marx a, entre autres, tenté d'expliquer dans tout son grand oeuvre. Les valeurs de l'or et de l'habit ou de la parure ne sont combattues dans l'*Utopie* que dans la mesure où elles singularisent un être parmi les autres, c'est-à-dire dans la mesure où elles créent une classe privilégiée, et donc des conflits de classe. Les classes que l'on trouve en Utopie ne sont pas des classes déterminées par la possession des moyens de production, mais par la fonction sociale; cette fonction n'est envisagée que dans son rôle de fonction, départie de tout caractère lucratif ou privilégié. La division travail manuel - travail intellectuel demeure dans l'Etat d'Utopie, mais seulement en

fonction des dispositions de chacun. Chaque citoyen a le droit de devenir **syncophage**, et d'étudier, s'il en a la capacité physique et intellectuelle, mais il n'y est pas forcé, et ce n'est pas un privilège de classe que de le devenir, alors que dans *La République* de Platon le caractère élitiste des fonctions sociales importantes privilégie une certaine classe de citoyens aux dépens du reste de la population.

Il n'est pas jusqu'à la personne humaine, en tant que valeur, qui ne soit démythifiée. C'est en effet par une démythification du culte de l'homme - culte naissant au siècle de More - que l'on peut juger du bien-fondé de l'esclavage en Utopie. Contrairement au système économique de l'Antiquité grecque, basée sur l'existence et le maintien d'une classe complètement asservie, les esclaves de l'Etat d'Utopie ne sont qu'un complément dans les forces productives de l'Etat, et non son soutien essentiel. Ce sont les condamnés, les forçats, les bagnards qui sont asservis, et leur asservissement est "récupéré" par l'Etat pour s'ajouter aux forces productives. Leur asservissement sert ainsi à garantir aux citoyens libres la défense des privilèges illusoire qui leurs sont octroyés, mais que l'on peut chercher en vain dans tout le livre.

La principale critique que l'on peut apporter au livre de More demeure, en effet, le fait que la réglementation de la vie des citoyens déshumanise la société, la rend esclave de l'État, la relègue au rang d'instrument entre les mains d'une institution qui semble autonome, l'Etat, et non pas entre les mains d'un dictateur ou d'une oligarchie. L'*Utopie* de More ne permet pas de penser que ce sont des hommes qui font les lois et les institutions:

on dirait plutôt que ces dernières existent par-delà l'intervention humaine. Ceci est d'ailleurs paradoxal lorsqu'on lit cette phrase de la page 102 de *l'Utopie*, phrase que l'on croirait écrite par Marx: " Quel est l'homme qui aura le plus d'audace à bouleverser l'Etat? N'est-ce pas celui qui ne peut qu'y gagner, parce qu'il n'a rien à perdre? " et que l'on ne peut s'empêcher de rapprocher de cette pensée de Marx: " Les prolétaires n'ont rien à sauver qui leur appartienne: ils ont à détruire toutes garanties privées, toutes sécurités privées antérieures ".

More envisage l'exercice du pouvoir pour le bonheur du peuple (p. 101), mais l'état qu'il décrit **force** les citoyens à être heureux, et les hommes, même les plus abouliques, ne tolèrent pas de se voir imposer une ligne de conduite qui leur donnerait, au nom d'une majorité démocratique, un bonheur auquel ils seraient contraints de participer. *L'Utopie* de More, même si elle est l'archétype du socialisme et a même inspiré Karl Marx, ne relève pas moins d'une conception servile du mode de production, car elle instaure, pour justifier une sorte de communisme avant la lettre, une exploitation du prolétariat incompatible avec les aspirations individuelles de chaque homme, et par là contradictoire avec la notion marxienne de dictature du prolétariat. En outre, cette exploitation du prolétariat n'est justifiée, somme toute, qu'au nom de la seule raison d'Etat, fort à la mode à l'époque de More, et qui, d'ailleurs, n'a rien perdu de son charme.

C'est en effet cette même raison d'Etat qui fait adopter aux gouvernements actuels des pays de l'Europe

de l'Est des règlements et des lois que nous trouvons déjà dans l'*Utopie* et que nous retrouvons maintenant en Pologne ou en Bulgarie, comme, par exemple, les restrictions aux déplacements des citoyens à travers leur pays (p. 136) ou encore l'abolition des droits à l'exercice d'une religion autre que la sacro-sainte religion d'Etat qu'est la croyance au bien-fondé des directives du gouvernement (p. 184).

Même si l'on peut déceler, à la lecture de l'*Utopie*, un certain cynisme de More pour les sociétés qu'il vise dans sa critique, et même si l'on peut reconnaître maintenant, dans les institutions des pays occidentaux, certains traits marquants de l'*Utopie*, comme, par exemple, la tendance des gens à suivre aveuglément une mode ou bien le manque d'ambition et d'indépendance d'esprit de la majorité des individus, on peut mieux encore reconnaître les sociétés qui vivent de l'exploitation, franche ou masquée, du prolétariat. Mais pas un seul pays, de l'Orient à l'Occident, ne fait alors exception (sauf, peut-être la Chine, pour ce que l'on en connaît).

Toute idéologie a pour raison d'être de faire croire que le bonheur n'est pas utopique, mais qu'il ne peut néanmoins se réaliser que dans une société calquée sur celle d'Utopie, et cela, pourtant, demeure utopique et trompeur.

BIBLIOGRAPHIE

Thomas More, *L'Utopie*, coll. Les classiques de l'Europe, Paris, Éditions sociales, 1976.

Platon, *La République*, trad. franç. de Robert Baccou, Paris, Garnier-Flammarion, 1966.

Saint Thomas d'Aquin, *Sur le gouvernement des princes*, Livres I et II.

Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du parti communiste*, coll. 10 - 18, Paris, Union générale d'édition, 1974.

